Sur la faillite de l’ordre bureaucratique, l’opposition et l’avenir de la Chine

> *Sinologue, coauteur de Révo. cul dans la Chine pop. («Bibliothèque asiatique», UGE, 10/18, Paris, 1974), cotraducteur du Nouveau Conte d'hiver et du Conte de printemps (Christian Bourgois éditeur, Paris, 1982 et 1984) – deux romans de Yu Luojin – Guilhem Fabre vient de publier: Genèse du pouvoir et de l'opposition en Chine: le Printemps de Yan'an, 1942 (L'Harmattan, Paris, 1990). L'entretien qu'il nous a accordé a été réalisé à Paris, à la j7n de la première quinzaine du mois de décembre 1990.*

– Nous aimerions centrer cet entretien autour de deux points: nous souhaiterions, d'une part, revenir sur les événements de la place Tian'anmen, les événement qui se sont déroulés en juin 1989, et, d'autre part, évoquer les perspectives qui se dessinent à moyen comme à long terme pour la Chine. Mais, auparavant, pourrais-tu nous rappeler en quelques mots les origines socio-économiques du mouvement de Tian'anmen, et nous entretenir notamment de cette fameuse «spéculation mandarinale» que dénonçaient les manifestants alors?

Si l'occupation de Tian'anmen a constitué le principal défi du mouvement, il ne faut pas oublier son caractère national et spontané. Dès la fin avril 89, il y a eu des émeutes à Xi'an et à Changsha, et le 4 mai, des manifestations se sont déroulées dans la plupart des grandes villes. On a assisté à une conjonction de la contestation étudiante et du mécontentement ouvrier. Le pouvoir s'attendait à une explosion sociale puisqu'il avait dépêché à l'automne 88 en Europe de l'Est le responsable de la Sécurité, Qiao Shi, afin de s'initier aux techniques anti-émeutes. En effet, cette année-

là, le pays est traversé par une vague d'inflation qui s'accélère brusquement à partir de l'été à l'annonce de la libéralisation de certains prix. Le taux annuel d'inflation est alors proche de 50% dans les grandes villes, mais les salaires ne sont pas indexés sur ces hausses. Les bénéfices de plusieurs années de réformes se trouvent menacés et le niveau de l'ensemble de la population, urbaine et rurale, régresse.

Plus grave encore, le dérapage des prix s'accompagne d'une corruption généralisée de l'appareil d'État. L'inflation et la corruption sont en fait les deux facettes d'un même phénomène, comme je l'avais écrit dans un article quelques mois avant le soulèvement pacifique de 89 [«L'Économie chinoise en proie au mal d'inflation», *Le Monde diplomatique*, Paris, mai 1989]. Pour schématiser, les réformes de Deng Xiaoping ont étendu considérablement la sphère du marché dans l'économie. La société a retrouvé une part de ses prérogatives qui avaient été paralysées dans le système administré, c'est ce qui explique le dynamisme économique du pays dans les années 80. Mais ce nouveau dynamisme reste canalisé par l'appareil qui maintient son contrôle sur les circuits d'allocation des ressources et de distribution. Dans ce système hybride ou coexistent des prix planifiés relativement bas et des prix de marché très élevés, la Nomenklatura utilise son pouvoir de décision en matière d'investissements ou de commerce pour capter à son profit les plus-values qui sont dégagées: rien de plus facile en effet que d'écouler au prix du marché une tonne de charbon qui a été acquise au prix du plan, ou d'investir dans un hôtel de luxe international au profit assuré, plutôt que dans une centrale électrique qui permettra de remédier aux coupures de courant mais qui ne rapportera rien à l'investisseur. À ce petit jeu, les producteurs sont perdants parce que les augmentations de prix ne se traduisent pas par une hausse de leurs profits et de leurs revenus, les consommateurs sont perdants parce que l'augmentation des coûts de production est répercutée sur eux, en aval, et les grands gagnants sont les décideurs et les intermédiaires de

l'appareil.

L'émergence de ce nouveau *marché bureaucratique*, marqué par l'inflation et la corruption, est aux origines du soulèvement pacifique de 89. On est d'ailleurs frappé par la ressemblance entre la dynamique chinoise d'inflation spéculative et celle qui existe à l'heure actuelle en URSS. Ces deux crises trouvent leurs sources dans des phénomènes de commercialisation du pouvoir qui ont alimenté un fort mécontentement populaire.

– Il y avait aussi des raisons plus morales à cette condamnation de la «spéculation mandarinale»...

Tout dépend de ce que tu veux dire par «raisons morales». S'il s'agit de la poursuite d'un idéal confucéen de frugalité publique qui serait transgressé par les maîtres de l'heure, je pense que ce n'est pas le cas. S'il s'agit de la colère ou l'indignation devant l'hypocrisie d'un pouvoir à la fois ploutocrate et donneur de leçons idéologiques dans la bonne veine marxiste-léniniste, je crois que ça l'est certainement. Et je suis même persuadé que le massacre de Tian'anmen a transformé cette colère, exprimée pacifiquement, en une haine tenace. Ce qu'il adviendra de cette haine, nul ne le sait, mais il lui faudra certainement un exutoire, sous forme de procès public des responsables du massacre, de nouvelle explosion sociale ou sous toute autre forme.

– Venons-en maintenant à la portée historique des événements de Tian'anmen. Comment situer le mouvement du printemps 1989 par rapport aux autres mouvements de contestation qui l'ont précédé, et, en particulier, le premier «Printemps de Pékin»»? Tian'anmen est-il l'héritier du mouvement du «Mur de Xidan»? Présente-t-il quelque chose de nouveau?

La portée historique des événements de Tian'anmen est évidemment considérable. Il s'agit du plus important mouvement de masse spontané depuis 1949 et son issue sanglante renvoie

aux massacres perpétrés par les Japonais à Nankin en 1937-38. Les communistes n'en sont pas bien sûr à leur premier massacre, tout comme avant 1949 le Guomindang ou les Seigneurs de la guerre. Avant 1949, on avait tendance à massacrer les communistes. Après 1949, les communistes ont massacré des millions de propriétaires fonciers, puis des gardes rouges ou des ouvriers rebelles par dizaines de milliers. D'un point de vue humain, cela est horrible: fallait-il, par exemple, enterrer vivants en 49 des propriétaires fonciers en Mandchourie, dont les terres étaient déjà redistribuées? Les autorités communistes, responsables de ces agissements, ont conclu à une réponse négative en attribuant après coup ces pratiques à des «excès gauchistes» – non sans avoir préalablement condamné à la réforme par le travail un écrivain comme Xiao Jun, qui les avait dénoncées. Mais si l'on se replace dans une perspective historique – l'histoire n'est pas souvent morale –, en se livrant à une comparaison un peu morbide entre le massacre de Pékin et ceux qui l'ont précédé, les motivations et l'impact de ces actes apparaissent tout à fait différents. Dans le cas de la réforme agraire, le recours à la force brute s'exerce dans le contexte de formation d'un nouvel ordre, il exprime la détermination des autorités de ne pas revenir en arrière; dans le cas de la «Révolution culturelle», il s'agit le plus souvent d'initiatives meurtrières des appareils politico-militaires locaux en butte à la contestation organisée des ultra-gauchistes; dans le cas de Tian'anmen, il s'agit de la réaction d'un pouvoir qui se sent menacé dans son cœur même par un mouvement d'une ampleur sans précédent. À preuve l'inefficacité de la loi martiale instaurée le 20 mai 1989, les flottements dans la police et dans l'armée. En refusant de négocier, en envoyant ses chars, ce pouvoir a épuisé ses dernières réserves de légitimité, il ne peut plus survivre qu'en faisant la guerre à la société.

Il existe bien entendu une filiation entre le «Printemps de Pékin» de 1978-79 et Tian'anmen. Le «Printemps de Pékin», au moins dans sa frange la plus radicale représentée par Wei

Jingsheng, avait posé le lien entre la modernisation et la démocratie. Ces idées semblaient alors iconoclastes, au sortir de trente ans de maoïsme, de repli du pays et de campagnes idéologiques incessantes. Elles étaient soutenues par une frange de la jeunesse urbaine et par certains exclus sociaux. La pratique des réformes dans les années 80, leur détournement progressif au profit de l'appareil du Parti-État, ont conduit une bonne part de la société urbaine à les reprendre à leur compte. La nouveauté du mouvement de 89, c'est donc son ampleur, ses méthodes non violentes – ce qui est loin d'être évident à cette échelle – mais aussi son issue sanglante, sans doute lourde de conséquences.

– À considérer tous les mouvements d'opposition en Chine – mouvements sporadiques, faut-il le souligner? –, peut-on déceler une avancée? Sont-ce des mouvements isolés ou bien existe-t-il, entre eux, un fil rouge, une exigence qui se reconduirait de mouvement en mouvement? En d'autres termes les explosions sociales ont-elles été des mouvements isolés ou les phases d'un mouvement général?

On peut déceler une avancée, une sorte de fil conducteur entre les mouvements d'opposition en Chine, qui reposeraient sur une aspiration diffuse à la démocratie, depuis les «Cent fleurs» de 1957 jusqu'à Tian'anmen, en passant par l'autonomisation de certains groupes de gardes rouges en 1967-68 et le «Printemps de Pékin» de 1978-79. La récurrence des thèmes de contestation ne signifie pas pour autant qu'ils se soient traduits par des percées politiques ou institutionnelles réelles. Ainsi, un mouvement comme celui du 4 mai 1919, porté par des aspirations à l'indépendance nationale, à la démocratie et à la science a finalement accouché du Parti communiste, qui n'a réalisé que le premier point du programme. Il faut donc se garder d'un déterminisme démocratique qui serait à l'œuvre tout au long de l'histoire de ce siècle. Néanmoins, le fait même que le PCC ait dû reprendre à son compte, au moins formellement, les idées démocratiques, soutenues par Mao en 1940 dans sa plate-

forme politique *La Nouvelle Démocratie*, prouve que ces aspirations existent, et que le pouvoir, quel qu'il soit, doit en tenir compte.

Plus profondément, on peut s'interroger sur la relation qui existe entre modernisation et démocratie. L'expérience totalitaire, puis autoritaire, de ces quarante dernières années, ne s'est pas traduite par une percée économique de la Chine. Les progrès qui ont été réalisés ont eu un coût humain et un coût économique – en terme d'investissement – considérables. La plupart des intellectuels et des savants chinois soulignent aujourd'hui à l'envi les obstacles systémiques à la modernisation, l'existence d'une bureaucratie aussi autoritaire et pléthorique qu'incompétente, bloquant ou détournant à son profit l'initiative sociale. Certains experts ont soutenu de leur côté l'idée d'une modernisation autoritaire, guidée par un État fort, comme dans l'Allemagne du xix^{e} siècle, le Japon d'avant la guerre du Pacifique ou les nouveaux pays industrialisés d'Extrême-Orient. Il me semble que ce «néo-autoritarisme», comme il s'intitule, n'est qu'une fuite en avant, une manière de cautionner la reconversion d'un appareil pléthorique dans le cadre d'un pseudo-marché, comme l'expérience de ces dix dernières années nous l'a montré.

– Peut-on situer Tian'anmen dans une dynamique historique plus longue? Tu viens de publier un livre sur la période de Yan'an où tu montres que Yan'an marque la fondation symbolique du système en tant qu'ensemble de valeurs régissant la vie sociale. Comment s'inscrit Tian'anmen dans cette perspective? Est-on fondé à voir dans Tian'anmen une destruction symbolique de ce système? Et si oui, est-ce que cette destruction symbolique est en même temps porteuse d'un nouvel ordre, et de quel ordre?

Dans le livre que j'ai consacré à la période de Yan'an, *Genèse du pouvoir et de l'opposition en Chine*, j'ai analysé le mouvement de rectification de 1942 qui constitue le prototype

des campagnes ultérieures du parti. À l'époque, il s'agissait pour Mao et les siens de mettre au pas la dissidence intellectuelle, de s'adjuger le mouvement d'une époque au nom des impératifs de défense nationale et d'une idéologie culturelle stalinienne. Ce qui s'est passé alors dans le laboratoire des bases rouges n'a été que la première d'un théâtre de la répétition. Le pouvoir a réussi à unifier la société de Yan'an, puis plus tard l'ensemble du pays autour des valeurs de discipline et d'abnégation qu'il défendait, avec comme clé de voûte l'indépendance nationale, mais il a été par la suite victime de ses succès. Ses capacités de contrôle et de mobilisation idéologique ont brisé peu à peu l'initiative sociale et retardé la modernisation du pays. Les réformes de Deng Xiaoping visaient précisément à résoudre cette contradiction à l'aube des années 80, mais elles ont favorisé la réémergence d'une société civile multiforme qui s'accommodait de moins en moins des litanies idéologiques, des privilèges et de l'autoritarisme de l'appareil. Tian'anmen a été la traduction politique de cette nouvelle contradiction, et son issue sanglante a révélé dans toute son ampleur la crise de l'État.

Vu sous cet angle, le mouvement de 89 constitue l'acte de naissance politique d'une société civile qui se cherche, il marque la construction symbolique d'un nouvel ordre autour de valeurs démocratiques. La destruction symbolique de l'ordre ancien a été plus l'œuvre du pouvoir que du mouvement. Après tout, il avait la possibilité de négocier – c'était l'option choisie par Zhao Ziyang – mais en envoyant ses chars, il s'est auto-liquidé symboliquement. Ses moyens de persuasion idéologique, sa légitimité, se sont évanouis. Il ne reste plus que la force brute, le sabre sans le goupillon.

– On sait de quelle manière les autorités chinoises ont résolu le problème de Tian'anmen dans les semaines qui ont suivi les massacres de Pékin: arrestations, exécutions, etc. Qu'en est-il maintenant de la répression?

Dans les semaines qui ont suivi Tian'anmen, on a surtout exécuté des ouvriers et des jeunes chômeurs, qualifiés très sérieusement de «hooligans» parce qu'ils s'étaient opposés aux assauts meurtriers de la soldatesque. Ces exécutions sont restées secrètes la plupart du temps. Alors que le pouvoir chinois annonçait à grands renforts de médias internationaux quatre condamnations à mort à Pékin, le *Mingbao* de Hong Kong, indépendant du PCC comme de Taïwan, estimait à partir d'une source confidentielle, c'est-à-dire proche des responsables chinois, que plus de 400 émeutiers avaient été passé par les armes. Des rafles et des arrestations se sont déroulées dans tout le pays, suivies de lourdes peines de prison, qui vont jusqu'à quinze ans. Ces condamnations se poursuivent à l'heure actuelle, nous en avons des exemples précis, comme à Wuhan où plusieurs étudiants ont pris quatre ans.

À partir de l'été 89, on a lancé une nouvelle campagne contre la délinquance qu'on a croisé avec les troubles du printemps, ce qui a permis d'élargir la répression. Nous ignorons le nombre exact de personnes arrêtées et condamnées mais nous avons des listes de noms publiés, plusieurs milliers d'étudiants, d'intellectuels, d'ouvriers. Ce qui est certain, c'est que les prisons sont pleines et qu'on a improvisé pendant l'été 89 de nouveaux centres de détention. Plusieurs centaines d'étudiants et d'intellectuels ont été libérés récemment, c'est la preuve d'un certain assouplissement, mais il ne faut pas oublier que cette mesure a sans doute été liée aux pressions occidentales et qu'elle ne concerne qu'une infime minorité des personnes arrêtées.

À part cela, la conduite des salariés a été soumise au peigne fin, dans le cadre de leurs unités de travail. Les séances d'auto-critique ont été particulièrement soignées au sein des organes supérieurs de l'État central pour dépister les fonctionnaires ou les officiels qui avaient fait preuve de complaisance à l'égard du mouvement. Tout ceci renvoie la population loin, très loin en arrière et l'on imagine

facilement son ressentiment, qui s'exprime d'ailleurs ouvertement, comme à Pékin, fait nouveau quand on connaît la réserve et la patience des Chinois.

– Et la résistance populaire? En Chine même, bien sûr, mais aussi à l'étranger. Où en sont les groupements démocratiques en exil?

Dans les semaines et les mois qui ont suivi le massacre, des réseaux se sont organisés pour faciliter la fuite hors de Chine des activistes recherchés. De manière générale, les personnes recherchées pour leur participation au mouvement ont bénéficié de l'appui de la population, en ville comme à la campagne. Cependant, c'est la résistance passive qui domine, qu'il s'agisse de rythmes de travail plus lents, d'un allongement systématique des siestes quotidiennes, ou, ce qui est plus dangereux pour le pouvoir central à court terme, d'une résistance affichée des autorités provinciales et locales aux ordres de Pékin, notamment à la politique de recentralisation économique. Ce phénomène est particulièrement sensible dans les régions côtières du Sud, au Guangdong et au Fujian, où les officiels ne se montrent pas très tendres à l'égard de la direction pékinoise. Le pouvoir central apparaît donc non seulement isolé par rapport à la société, mais aussi par rapport à une fraction non négligeable de l'appareil, y compris de l'appareil militaire, la moyenne hiérarchie de l'armée étant peu sûre selon les propres analyses de Yang Shangkun, un des artisans de la répression, actuellement président de la République.

À l'extérieur de Chine, le fait nouveau est l'organisation de groupes d'opposition en exil dont le plus important est la Fédération pour la démocratie dirigée par des intellectuels de renom. L'année passée, la Fédération a privilégié des actions d'éclat à destination de la Chine, comme l'opération «Faxer pour le liberté», qui a été une réussite. Le projet de radio-pirate à bord du bateau «Déesse de la Démocratie» a, par contre, été un échec, parce qu'il dépendait de tractations

avec Taïwan, qui a retiré son aval à la suite de pressions de Pékin. À mon sens, cette opération a été menée de façon un peu trop médiatique, à grand renfort de publicité, ce qui a nui à l'effet de surprise qui aurait pu piéger Pékin. Cette expérience malheureuse a aussi souligné a contrario la nécessité d'une opposition indépendante de tous les pouvoirs existants. L'opposition en exil bénéficie d'un soutien non négligeable de la diaspora chinoise, surtout à Hong Kong et aux États-Unis, mais ses possibilités d'action en Chine même restent tributaires de l'évolution intérieure du pays. Il ne faut donc pas exagérer son rôle et la transformer en une sorte de «gouvernement en exil. comme certains leaders du mouvement ont été tentés de le faire, une fois parvenus en Occident.

Si l'on garde à l'esprit ces réserves, l'existence d'une opposition organisée hors de Chine constitue un atout important pour l'avenir du pays. En effet, c'est la première fois depuis 1949 qu'un débat réel s'instaure sur des alternatives au régime communiste, dans le domaine politique, économique, social, culturel, et que ce débat est mené par les intéressés, et non uniquement par la diaspora. Dans l'année qui a suivi Tian'anmen, ce débat a été centré sur un bilan critique du mouvement de 89 et sur une analyse des développements en URSS et en Europe de l'Est, qui constituent un point de référence essentiel par rapport à la situation chinoise. L'opposition a réitéré son recours à la non-violence, ce qui semble positif compte tenu du lourd passif de la guerre civile.

Mais, à mon sens, le débat mériterait d'être approfondi. L'instauration d'un régime fédéraliste, d'une démocratie parlementaire, le développement d'une économie de marché ne constituent pas des panacées pour un pays-continent de plus d'un milliard d'habitants. L'expérience indienne nous le démontre depuis plus de quarante ans, sans parler de ce qui se passe à l'heure actuelle en URSS et en Europe de l'Est. Je crois qu'il faudrait élargir le débat sur des stratégies

alternatives qui intègrent pleinement l'initiative sociale dans tous les domaines et qui tiennent compte des spécificités chinoises. Si l'on se contente de plaquer le modèle du marché international sur la Chine, les riches deviendront plus riches, les pauvres plus pauvres, comme on le voit partout ailleurs, et la misère morale, l'absence de sens d'un monde réduit et régenté par l'économie, sera le lot le plus commun.

— Tu évoquais tout à l'heure les pressions occidentales. Pourrais-tu aussi nous dire quelques mots sur l'incidence des sanctions décrétées par les États occidentaux après Juin 1989? La Communauté Européenne a levé les sanctions économiques, notamment en raison de la «bonne conduite» de celle-ci dans la crise du Golfe. Mais les courants d'affaires avaient-ils effectivement cessé? Selon les statistiques chinoises, en 1990 le montant cumulé des investissements étrangers accusait un retard de quelque 22% par rapport à l'an précédent...

Les sanctions occidentales ne concernaient pas les flux commerciaux qui constituent l'essentiel des rapports de la Chine avec l'étranger. Elles se sont centrées sur les prêts bilatéraux ou multilatéraux, du type Banque Mondiale, dont la Chine n'avait pas un besoin urgent dans le cadre de sa politique déflationniste marquée par des coupes drastiques d'investissements en 89. Le besoin de prêts étrangers s'est fait surtout sentir en 90, une fois l'inflation contrôlée. Et la crise du Golfe a été une belle aubaine pour la Chine, elle a ouvert la voie à de nouvelles tractations qui ont rompu l'isolement diplomatique du pays, moyennant certaines concessions, qu'il s'agisse de la levée très formelle de la loi martiale à Pékin, de la libération de certains opposants ou de l'absence de veto chinois aux résolutions de l'ONU.

Les investissements étrangers directs sont bien inférieurs aux prêts étrangers, leur montant cumulé est de 15 milliards de dollars, contre 45 milliards de dollars pour la dette extérieure chinoise. Ces investissements dépendent beaucoup moins de l'attitude des gouvernements que de celle des hommes

d'affaires qui sont par-dessus tout sensibles aux «risques politiques» liés à leurs placements. Les flux d'investissements ont donc eu tendance à se réduire en 89-90, excepté pour les hommes d'affaires de Taïwan qui ont profité de l'isolement diplomatique de la Chine pour réaliser une percée économique de l'autre côté du détroit, dans la province du Fujian, à des conditions très avantageuses. Dans le contexte actuel, marqué par des incertitudes politiques de taille, il ne faut pas s'attendre à une reprise massive des investissements internationaux en Chine, d'autant que la concurrence se fait vive avec l'Europe de l'Est. C'est plutôt l'attentisme qui domine, un attentisme qui ne compromet pas le développement des prêts ou des flux commerciaux.

– Les premiers procès d'opposants ont été annoncés. Que peux-tu nous en dire?

La décision de traduire en justice certaines figures de proue du mouvement de 89, comme Wang Juntao, Chen Zimin, Liu Xiaobo, Wang Dan, etc., semble avoir été prise, puis repoussée, à l'automne 1989. À l'époque, on voulait aussi impliquer dans ce procès des vétérans du parti comme l'écrivain Wang Ruowang, qui a été heureusement libéré depuis. Le fait même que ce procès ait été repoussé et qu'il soit toujours officiellement dans sa phase d'instruction, au moins pour certains accusés, montre qu'il ne fait pas l'unanimité au sein du pouvoir chinois. La grossièreté de cette mise en scène, ficelée par une bande de massacreurs qui veulent regagner la face, n'échappera pas à l'opinion.

– L'avenir proche de la Chine. Les Chinois attendent maintenant la mort des gérontes qui les gouvernent. On raconte que les choses seront différentes selon que Deng Xiaoping ira rejoindre Mao avant Chen Yun ou pas. Quel est ton avis sur ce point, et quels scénarios de transition peut-on, selon toi, logiquement envisager?

L'avenir proche de la Chine est tout aussi imprévisible qu'a

pu l'être son passé proche, marqué par la passion et le déchaînement de violence meurtrière. Bien entendu, les Chinois attendent la mort de Deng Xiaoping, comme ils ont longtemps attendu celle de Mao. Mais nul ne peut tabler sur ces échéances: après tout, Pétain a pris le pouvoir en France en 1940, à l'âge de 85 ans! Si Deng Xiaoping meurt avant Chen Yun, l'équilibre de ce pouvoir moribond sera encore plus instable, dans la mesure où Chen Yun ne dispose pas d'un contrôle direct sur les dirigeants de l'armée qui sont sous la houlette de Yang Shangkun. La crise de succession sera ouverte, avec tous les scénarios possibles, des réactions populaires imprévisibles. La mort de Chen Yun avant celle de Deng Xiaoping n'aurait pas les mêmes incidences, dans la mesure où ses hommes orientent déjà la politique économique et qu'il gouverne largement par procuration.

Au niveau central, l'appareil est déjà divisé entre les partisans de Zhao Ziyang et ses adversaires résolus, responsables du massacre. Entre ces deux extrêmes, un marais qui se positionnera en fonction de l'équilibre des forces politiques, et peut-être militaires, si les colonels de l'armée veulent se faire entendre. Il faut aussi tenir compte du puissant «parti des princes», de ces fils de la vieille garde à la tête des banques et des grandes sociétés de commerce, qui souhaitent moderniser la Chine de façon autoritaire, en développant une sorte de capitalisme bureaucratique assez proche de l'exemple taïwanais après 49. Il n'est pas exclu qu'une alliance se dessine entre ces fils de géronte, des partisans de Zhao Ziyang et certaines unités de l'armée pour arrêter Li Peng et sa bande et les traduire en justice. Celui-ci a d'ailleurs le physique idéal de l'accusé, et cela permettrait de mettre sur le dos de cette marionnette, qui n'a guère qu'un talent d'exécutant, la responsabilité du massacre. Tous ces scénarios dépendent bien entendu des réactions populaires qui détermineront le rapport de force politique. Il se peut qu'une très forte pression s'exerce en faveur de la réhabilitation des événements de Tian'anmen, ce

qui correspondrait d'ailleurs aux intérêts d'un nouveau pouvoir désireux de réasseoir sa légitimité.

Mais tout dépendra aussi des développements au niveau local, qui sont décisifs. La décentralisation effectuée sous Deng Xiaoping a conféré aux régions des nouveaux pouvoirs économiques. Celles-ci sont d'ores et déjà en mesure de négocier les directives et même les orientations économiques du gouvernement central parce qu'elles contrôlent directement le système fiscal et que la situation des caisses de l'État dépend de leur bon vouloir. Ce rapport de force économique peut s'affirmer dans le domaine politique à l'occasion d'une crise de succession. Il est clair, par exemple, que les dirigeants de la province du Guangdong, la première région exportatrice de Chine, qui regroupe à elle seule 60% des investissements étrangers, résistent aux options politiques et économiques décidées après Tian'anmen. La Chine étant loin d'être un ensemble uniforme, les enjeux de la relation entre le Centre et les provinces seront décisifs dans un contexte de succession. En l'absence de nouvelles règles du jeu politique, fédéralistes ou autres, ces tendances centrifuges, attisées par la concurrence inégale entre la côte et l'intérieur, le Nord et le Sud, peuvent conduire à un nouvel éclatement du pays. Les émeutes indépendantistes du Xinjiang cette année, celles du Tibet l'an dernier, ont souligné que ce risque était réel.

Voilà pour les éléments qui pèsent à mon avis sur la succession. Quant à construire des scénarios sur la base de cet ensemble, c'est pour moi un exercice peut-être rassurant mais certainement dérisoire. Je me méfie comme de la peste de ces visions de l'esprit qui entendent domestiquer l'imprévisible, nier le hasard et avec lui le mouvement de la vie.

— Les tendances longues, pour finir. Compte tenu des problèmes qui se posent à elle — problèmes économiques, démographiques, écologiques, etc. —, compte tenu, aussi, des perspectives

qu'offrent pour le continent un rapprochement avec Taïwan, où va la Chine à long terme?

Les tendances lourdes, qu'il s'agisse de la pression démographique, de ses conséquences écologiques désastreuses (recrudescence des inondations et des sécheresses), des disparités régionales et des inégalités sociales, n'invitent pas à l'optimisme. Il y a un côté surhumain dans la confluence de ces problèmes et il faudra toute l'ingéniosité chinoise pour les résoudre ou du moins les alléger dans le temps. Mais si l'on se replace dans une perspective historique, les atouts ne manquent pas par rapport à d'autres périodes, beaucoup plus tragiques. La Chine n'est plus sous la houlette des Seigneurs de la guerre ou tributaires des manœuvres japonaises ou occidentales. Elle a retrouvé son indépendance et dépassé l'inflation idéologique de la période maoïste pour renouer avec un pragmatisme qui s'est avéré payant ces dix dernières années, au moins sur le plan économique. Le rapprochement avec Taïwan ouvre par ailleurs de nouvelles perspectives pour le développement du pays, parce qu'il existe une indéniable complémentarité entre les deux systèmes économiques. Taïwan possède les deuxièmes réserves de devises du monde (75 milliards de dollars) mais manque de terrain et de travailleurs non qualifiés, ce que la Chine peut lui offrir. L'immense majorité des Taïwanais ne veulent pas entendre parler de réunification politique avec le régime actuel de Pékin, ce qu'on comprend fort bien. Mais, comme on l'a vu, la situation peut évoluer en Chine même. Elle nous réservera en tout cas bien des surprises...